

Date 14 mars 2017
de Dr. Ivo Thiemrodt, Ministerialrat
Représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne
auprès de l'Union européenne
à Commission européenne, Direction générale Justice et Consommateurs
Objet : Transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du
Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne
en matière pénale
ici : Transposition
Référence Pol 350.82/2 (à citer, s.v.p., dans toute correspondance)
Pièce jointe Journal officiel [*Bundesgesetzblatt - BGBl.*] I 2017 p. 31 et suiv. (Annexe
1); Rapport de transposition (Annexe 2)

Conformément à l'article 36, paragraphe 3 de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (dénommée ci-après: la directive DEE), je vous transmets ci-joint en annexe 1 le texte des dispositions par lesquelles les obligations découlant de la directive DEE pour la République fédérale sont transposées dans le droit national. La transposition a été effectuée au moyen de compléments et d'ajustements apportés à la loi relative à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale [*Gesetzes über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen (IRG)*], cf. extrait du Journal officiel [*BGBl.*] I 2017 p. 31 et suiv.). Les modifications de la loi IRG entreront en vigueur le 22 mai 2017. Un rapport complémentaire portant sur ladite transposition est joint en annexe 2.

En outre, je vous communique les informations suivantes conformément aux articles 33, paragraphes 1 et 2, et 34, paragraphe 4 :

S'agissant de l'article 33, paragraphe 1, points a) et b) de la directive DEE :

1. En République fédérale d'Allemagne, les autorités d'émission et d'exécution seront d'une part - eu égard aux dispositions relatives aux compétences prises par les Länder auxquelles sont d'application dans le cas individuel concerné - **l'ensemble des autorités judiciaires**, c'est-à-dire notamment le Procureur général fédéral auprès de la Cour fédérale de justice, les parquets, les parquets généraux et l'Office central des Administrations judiciaires des Länder chargé de la recherche des faits constituant des crimes national-socialistes [*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung*

nationalsozialistischer Verbrechen] ainsi que toute juridiction compétente en matière pénale.

D'autre part, **les autorités administratives** peuvent également faire fonction d'autorité d'émission et d'exécution dans la mesure où, selon le droit de la République fédérale d'Allemagne, elles sont compétentes pour poursuivre et sanctionner des contraventions.

Dans le cas des demandes adressées par une autorité administrative allemande à un autre État membre de l'Union européenne, il est prévu conformément à l'article 2 point c) de la directive DEE que la validation de ces demandes-là est effectuée systématiquement par le parquet auprès du tribunal régional [*Landgericht*] de la circonscription judiciaire dans laquelle l'autorité administrative a son siège. Par dérogation à cette règle, les Länder ont la faculté d'attribuer la compétence de la validation à une juridiction ou de prévoir des règles dérogatoires en matière de compétence territoriale du parquet chargé de la validation (§ 91j paragraphe 2 de la loi IRG).

Les demandes émanant des autorités allemandes de l'administration des finances qui, selon le § 386 alinéa 2 du Code fédéral de la fiscalité [*Abgabenordnung - AO*], mènent de leur propre chef une procédure d'enquête en matière pénale ne requièrent pas de validation de la part d'une autorité judiciaire ou d'une juridiction. Dans ce cas, les autorités de l'administration des finances interviennent conformément au § 399, alinéa 1er du Code fédéral de la fiscalité lu conjointement avec le § 77, alinéa 1 de la loi IRG, en assumant les droits et obligations d'un parquet, si bien qu'elles agissent elles-mêmes en tant qu'autorité judiciaire au sens de l'article 2, point c) de la directive DEE.

2. Pour les demandes qu'elle reçoit sur la base de la directive DEE, la République fédérale d'Allemagne accepte, aux termes de l'article 5, paragraphe 2 de ladite directive, la langue allemande.

S'agissant de l'article 33, paragraphe 2 de la directive DEE :

Pour les demandes de transit de personnes détenues à travers son territoire, la République fédérale d'Allemagne exigera en raison des prescriptions découlant du droit national en tout état de cause les documents suivants :

- Le document sur lequel est basé la privation de liberté dans l'État d'exécution, puisque ce document est la base de la décision allemande de mandat d'arrêt,

- Un document qui exprime la reconnaissance et l'exécution du transfèrement temporaire par l'État d'exécution, puisque la République fédérale d'Allemagne intervient en tant qu'État de transit seulement dans le cas de la reconnaissance,
- Un document qui exprime le consentement de la personne détenue, car ce consentement est essentiel pour que le transit et la privation de liberté sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne qui y est liée soient justifiés,
- Un document renseignant sur le calcul de la durée de détention, car, en cas de dépassement de la durée de détention, il faudrait, le cas échéant, procéder à la mise en liberté de la personne détenue.

S'agissant de l'article 34, paragraphe 4 de la directive DEE :

La République fédérale d'Allemagne considère que les conventions bi- et multilatérales qui concernent la coopération policière et la coopération des administrations douanières ne sont pas affectées par la directive DEE, étant donné que le champ d'application de la directive DEE est limité à la coopération judiciaire en matière pénale. En outre, la République fédérale d'Allemagne considère que les conventions conclues avec les États associés à l'espace Schengen ne sont pas affectées, car la directive DEE n'est pas constitutif d'un acquis Schengen.

Dans ce sens, il est notifié à ce titre par la présente que la République fédérale d'Allemagne entend continuer d'appliquer en tout état de cause les conventions citées ci-après lesquelles concernent le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et portent sur l'obtention transfrontalière de preuves, sous réserve de ce qui sera à convenir au niveau bilatéral avec les États parties aux dites conventions.

- Convention du 24 octobre 1974 entre la République fédérale d'Allemagne et la République Française additionnelle à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959
- Convention du 24 octobre 1979 entre la République fédérale d'Allemagne et la République Italienne portant complément à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et visant à faciliter son application
- Convention du 30 août 1979 entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas portant complément à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et visant à faciliter son application

- Convention du 2 mars 2005 entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas relative à la coopération policière transfrontalière et à la coopération dans les affaires relevant du droit pénal
- Convention du 31 janvier 1972 entre la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche portant complément à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et visant à faciliter son application
- Convention du 10 novembre et du 19 décembre 2003 entre la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche relative à la coopération transfrontalière en vue de la prévention policière de menaces et à la coopération dans les affaires relevant du droit pénal
- Convention du 31 mai 1988 entre la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche relative à l'entraide administrative et judiciaire dans les affaires administratives
- Convention du 17 juillet 2003 entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Pologne portant complément à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et visant à faciliter son application
- Convention du 2 février 2000 entre la République fédérale d'Allemagne et la République Tchèque portant complément à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et visant à faciliter son application

La loi de transposition a déjà été notifiée par voie électronique au moyen de la banque de données MNE ("mesures nationales d'exécution") (numéro (2017)50405).